

RÈGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

OBJET : Accord-cadre de travaux d'entretien courant du patrimoine bâti de Nantes Université (9 lots)

N° de procédure : 26007AC

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

Le MARDI 10 MARS 2026 AVANT 13H00

Règlement de consultation : Travaux entretien courant du patrimoine bâti
Procédure n°26007AC

<i>Article I. Présentation du pouvoir adjudicateur.....</i>	<i>4</i>
<i>Article II. Objet de la consultation.....</i>	<i>5</i>
Article 2.01 Objet de la consultation.....	5
Article 2.02 Nomenclature CPV	5
Article 2.03 Etendue de la consultation.....	5
Article 2.04 Forme et caractéristiques du marché public	5
Article 2.05 Forme du prix	6
Article 2.06 Allotissement	6
Article 2.07 Disposition relative aux interventions en sous-section 4	7
Article 2.08 Durée de l'accord-cadre.....	8
Article 2.09 Montant de l'accord-cadre	8
Article 2.10 Décomposition en tranches.....	9
Article 2.11 Variantes.....	9
Article 2.12 Délai de validité des offres	9
<i>Article III. Information des soumissionnaires.....</i>	<i>9</i>
Article 3.01 Dossier de consultation des entreprises	9
Article 3.02 Modalités de retrait et de consultation des documents.....	9
Article 3.03 Visite des lieux.....	9
Article 3.04 Questions et renseignements complémentaires.....	10
Article 3.05 Modifications de détail des documents de la consultation.....	10
Article 3.06 Langue	10
Article 3.07 Unité monétaire	10
<i>Article IV. Modalités d'admission des candidatures</i>	<i>10</i>
Article 4.02 Présentation de la candidature	11
Article 4.03 Présentation de candidature sous forme de DUME	11
<i>Article V. Modalités d'admission des offres</i>	<i>12</i>
Article 5.01 Présentation des offres	12
Article 5.02 Sous-traitance	12
<i>Article VI. Modalités de remise des plis.....</i>	<i>12</i>
Article 6.01 Adresse de remise des plis	12

Règlement de consultation : Travaux entretien courant du patrimoine bâti
Procédure n°26007AC

Article 6.02	Délais de la consultation.....	14
<i>Article VII. Jugement des propositions</i>		<i>14</i>
Article 7.01	Examen des candidatures.....	14
Article 7.02	Examen des offres	14
<i>Article VIII. Attribution du marché.....</i>		<i>16</i>
Article 8.01	Pièces à produire par le(s) soumissionnaire(s) au(x)quel(s) il est envisagé d'attribuer le marché..	16
Article 8.02	Signature du marché.....	17
<i>Article IX. Recours et litiges</i>		<i>18</i>
Article 9.01	Organe chargé des procédures de médiation	18
Article 9.02	Introduction du recours (notamment)	18
Article 9.03	Instance chargée des procédures de recours	18

Seul le dépôt d'une offre par voie électronique est autorisé.

Si une offre est déposée uniquement sur support physique, elle sera renvoyée à son auteur sans avoir été ouverte.

Les candidats déposeront leur offre par voie électronique via le site internet disponible à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article I. Présentation du pouvoir adjudicateur

Personne publique contractante :

Nantes Université - Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

Pouvoir adjudicateur :

Nantes Université

Représentée en sa qualité de maître d'ouvrage par Madame la Présidente de Nantes Université, autorité compétente pour signer le marché.

1 quai de Tourville - BP 13522
44 035 Nantes Cedex 1

marchesimmo@univ-nantes.fr

Chargée d'opération :

Nantes Université

Direction du Patrimoine Immobilier et de la Logistique
(DPIL) - Service Maintenance

1 quai de Tourville - BP 13522
44 035 Nantes Cedex 1

Contact : Denis PERRUCHAS

Courriel : denis.perruchas@univ-nantes.fr

Article II. Objet de la consultation

Article 2.01 Objet de la consultation

La présente consultation est organisée en vue de l'attribution d'un accord-cadre ayant pour objet la réalisation de :

Travaux d'entretien courant du patrimoine bâti de de Nantes Université

Article 2.02 Nomenclature CPV

- 45421146 (plafonds suspendus)
- 45421000 (menuiserie)
- 45442100 (peinture)
- 45432210 (revêtement mural)
- 45432100 (pose de revêtement des sols)
- 45432111 (pose de revêtement de sols souples)
- 45223220 (gros œuvre)
- 45262522 (maçonnerie)
- 45234116 (voiries)
- 45261420 (étanchéité)
- 45261210 (couverture)

Article 2.03 Etendue de la consultation

La présente consultation est passée sous la forme d'un accord-cadre passé en vertu des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 (procédure adaptée) et R2162-1 à R2162-14 (accord-cadre exécuté au moyen de marchés subséquents et bons de commande) et du code de la commande publique.

Article 2.04 Forme et caractéristiques du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre ayant une forme mixte :

- une partie exécutée directement par émission de bons de commande au sens des articles R.2162-1 à R.2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, à savoir : la réalisation des travaux d'entretien dont le montant estimé de chaque lot d'une même opération est inférieur à 25 000€ HT.
- une partie exécutée par passation de marchés subséquents, dans les conditions décrites aux articles R.2162-1 à R.2162-12 du code de la commande publique, à savoir : la réalisation des travaux d'entretien dont le montant estimé d'au moins un lot d'une même opération est supérieur ou égal à 25 000€ HT OU la réalisation des travaux d'entretien d'une opération dite complexe et dans la limite de 100 000 euros HT.

Les modalités d'attribution des bons de commande et des marchés subséquents sont précisées au CCAP.

L'accord-cadre est conclu sans montant ni quantité minimum et avec un montant maximum de 5 300 000€ HT.

Le montant maximum s'entend sur la durée globale du marché (48 mois), reconductions incluses, le cas échéant.

Pour les lots conclus en multi-attributaires (Lots 1-2-4-5-8) : ils seront attribués à deux opérateurs maximum par lot (sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres).

Numéro de lot	Périmètre technique	Nombre total d'attributaires	Nombre d'attributaires sur BPU
Lot 1	Plâtrerie - Plafonds suspendus - Menuiserie intérieure bois - Agencement	2	2
Lot 2	Peinture - Revêtements muraux	2	2
Lot 3	Sols durs (Carrelage - Faïence) et sols souples	1	1
Lot 4	Serrurerie - Métallerie - Portail	2	1
Lot 5	Menuiseries extérieures (PVC - ALU - BOIS - ACIER)	2	1
Lot 6	Gros œuvre - Maçonnerie	1	1
Lot 7	Voirie Réseaux Divers	1	1
Lot 8	Etanchéité	2	2
Lot 9	Couverture (Métal - Ardoises)	1	1

Article 2.05 **Forme du prix**

L'accord-cadre à bons de commande est conclu à prix unitaires rapportés aux quantités réellement exécutées au sens de l'article R.2112-6 du code de la commande publique.

Article 2.06 **Allotissement**

L'accord-cadre fait l'objet d'un allotissement au sens des articles L.2113-10, R.2113-2 et R.2113-3 du Code de la commande publique.

Il est alloti en neuf (9) lots techniques. Chacun des lots couvre les 7 sites géographiques de Nantes Université.

Numéro de lot	Périmètre technique	Sites géographiques
Lot 1	Plâtrerie - Plafonds suspendus - Menuiserie intérieure bois – Agencement	Site 01 – IUT Nantes ➤ Site Joffre (3 rue Maréchal Joffre à Nantes) ➤ Site Fleuriaye (2 avenue Jean Rouxel à Carquefou) Site 03 – Loire ➤ Divers sites centre-ville proches CHU et Ile de Nantes Site 04 – Ile de Nantes ✓ Divers sites centre-ville proches CHU et Ile de Nantes Site 05 – Chantrerie ➤ 1 rue Christian Pauc à Nantes Site 06 – Lombarderie ➤ 2 rue de la Houssinière à Nantes Site 07 – Tertre ➤ Chemin de la Censive du Tertre à Nantes Site 09 – Saint-Nazaire ➤ 58 rue Michel Ange à Saint-Nazaire
Lot 2	Peinture - Revêtements muraux	
Lot 3	Sols durs (Carrelage - Faïence) et sols souples	
Lot 4	Serrurerie - Métallerie – Portail	
Lot 5	Menuiseries extérieures (PVC - ALU - BOIS - ACIER)	
Lot 6	Gros œuvre – Maçonnerie	
Lot 7	Voirie Réseaux Divers	
Lot 8	Etanchéité	
Lot 9	Couverture (Métal - Ardoises)	

Les candidats sont autorisés à présenter une offre pour un ou plusieurs lots. Toutefois, conformément aux articles L. 2113-10 et R. 2113-1 du Code de la commande publique, afin d’assurer une couverture technique et géographique suffisante des prestations, de permettre des interventions simultanées sur l’ensemble des sites géographiques et de favoriser l’accès d’une pluralité d’opérateurs économiques aux marchés issus de la présente consultation, chaque candidat ne pourra se voir attribuer plus de deux lots.

Dans le cas où cette règle ne permettrait pas de couvrir l'ensemble des lots (absence d'autre offre, offres irrégulières ou inacceptables sur certains lots), les candidats pourront se voir attribuer d'autres lots. **Il est donc important que chaque candidat propose une offre sur l'ensemble des lots de son choix, sans restriction.**

Article 2.07 **Disposition relative aux interventions en sous-section 4**

Pour les interventions sur des matériaux et produits susceptibles de contenir de l’amiante, l’entreprise devra transmettre le ou les certificats/attestations de compétences, en cours de validité, des « opérateurs de chantier », « encadrement technique », « encadrement de chantier » ou « des encadrements mixtes » du ou des personnels amenés à intervenir sur des matériaux et produits pouvant contenir de l’amiante dans le cadre du marché.

IMPORTANT : Les candidats ne justifiant pas d’un certificat/attestation de compétences adéquate seront déclarés non conformes.

De même, une simple inscription à une formation ne pourra pas être pris en compte comme justifiant d’une attestation/certificat de compétences. Dans ce cas, la candidature sera également écartée.

Article 2.08 **Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre prendra effet à partir de la date de sa notification à l'entreprise. Cette date servira de date de référence.

Les lots de l'accord-cadre ont une durée de douze (12) mois calendaires à compter de leur date de notification aux titulaires.

Ils font l'objet d'une reconduction tacite pour une période de douze (12) mois dans la limite de trois (3) renouvellements, sauf décision expresse de non reconduction du Pouvoir Adjudicateur. La durée globale de l'accord-cadre ne peut pas excéder quarante-huit (48) mois.

La reconduction se fera tacitement.

L'accord-cadre pourra prendre fin, à l'initiative du maître de l'ouvrage, à l'issue de la période initiale et/ou de la première période de reconduction. En cas de cessation des prestations, le maître de l'ouvrage en informera l'entreprise par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tous moyens permettant d'assurer une date certaine, au moins 2 mois avant la date anniversaire de la date de référence.

Article 2.09 **Montant de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum, avec un maximum de **5 300 000 €HT** sur toute la durée de l'accord-cadre, répartis comme suit :

Numéro de lot	Périmètre technique	Montant maximum sur 4 ans
Lot 1	Plâtrerie - Plafonds suspendus - Menuiserie intérieure bois – Agencement	1 000 000 €HT
Lot 2	Peinture - Revêtements muraux	850 000€HT
Lot 3	Sols durs (Carrelage - Faïence) et sols souples	850 000 €HT
Lot 4	Serrurerie - Métallerie – Portail	1 000 000 €HT
Lot 5	Menuiseries extérieures (PVC - ALU - BOIS - ACIER)	150 000 €HT
Lot 6	Gros œuvre – Maçonnerie	150 000 €HT
Lot 7	Voirie Réseaux Divers	120 000 €HT
Lot 8	Etanchéité	930 000 €HT
Lot 9	Couverture (Métal - Ardoises)	250 000 €HT

Article 2.10 **Décomposition en tranches**

Le marché n'est pas divisé en tranches

Article 2.11 **Variantes**

(1) Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Le présent marché ne comporte pas de variantes exigées.

(2) Variantes à l'initiative du soumissionnaire (variante libre)

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative pour les réponses à l'accord-cadre.

Article 2.12 **Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à CENT VINGT JOURS (120) à compter de la date limite de remise des offres.

Article III. Information des soumissionnaires

Article 3.01 **Dossier de consultation des entreprises**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les documents suivants :

- ✓ Le présent règlement de la consultation (RC)
- ✓ L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 - En cas de réponse en groupement
 - Annexe 2 - En cas de sous-traitance (DC4)
 - Annexe 3 - Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), spécifique à chaque lot
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots
- ✓ Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP), spécifiques à chaque lot
- ✓ Les plans des Campus

Article 3.02 **Modalités de retrait et de consultation des documents**

Le dossier de consultation des entreprises peut être consulté et téléchargé sur la plate-forme de dématérialisation à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dossier est remis gratuitement.

Article 3.03 **Visite des lieux**

Le présent accord-cadre ne prévoit pas de visite obligatoire.

A la demande du maître d'ouvrage ou du prestataire, des visites pourront être organisées pour chaque intervention donnant lieu à un bon de commande ou marché subséquent.

Article 3.04 **Questions et renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 7 (sept) jours calendaires avant la fin de la consultation, une demande écrite sur la plateforme des marchés publics à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque concurrent sera informé de l'ensemble des questions posées et des réponses données sur la plateforme des achats de l'État (PLACE).

Article 3.05 **Modifications de détail des documents de la consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 (six) jours calendaires avant la date limite de réception des offres, ce délai étant décompté à partir du jour de la modification des documents de la consultation.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dernier dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 3.06 **Langue**

Les offres doivent être rédigées en langue française, ainsi que tous les documents, pièces et attestations relatifs au marché.

Lorsque les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Il en va de même pour tous les documents, pièces et attestations relatifs au marché.

Si le soumissionnaire présente son offre sous la forme d'un DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

Article 3.07 **Unité monétaire**

L'unité monétaire utilisée est l'euro (€).

Article IV. Modalités d'admission des candidatures

Le candidat peut se présenter seul ou en groupement conjoint ou en groupement solidaire.

(1) Cotraitance :

Un mandataire doit être désigné. Dans le cas où l'attributaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur et garantit l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement. Un même mandataire ne peut être membre de plusieurs groupements.

Un même prestataire peut être membre de plusieurs groupements.

Les candidats qui souhaitent se présenter sous forme de groupement doivent l'indiquer dans le dossier relatif à leur candidature, et fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. De plus, ils devront exposer le rôle et les missions de chacun des membres.

L'appréciation des capacités du groupement est globale.

(2) La sous-traitance

La sous-traitance est autorisée dans les conditions fixées par le code de la commande publique. Les prestations sous-traitées devront être identifiées dans le formulaire DC4 – déclaration de sous-traitance.

Article 4.02 Présentation de la candidature

En toute hypothèse, la candidature contiendra les documents et renseignements nécessaires à apprécier l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles du candidat.

A ce titre, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- ✓ Lettre de candidature et, le cas échéant, habilitation du mandataire par ses cotraitants (formulaire **DC1** ou équivalent) dûment complétée et datée,
- ✓ Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement, chacun des membres devant en fournir un (formulaire **DC2** ou équivalent) dûment complétée et datée, comprenant notamment les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années, et à laquelle est annexée une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution du marché,
- ✓ Une liste de références des principales prestations similaires fournies sur **les trois dernières années** (pour chaque composante de l'équipe en cas de groupement),
- ✓ **Certificat(s) de qualité ou de capacité** délivré(s) par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalents, notamment, certificats de qualifications professionnelles ou de conformité à des spécifications techniques,
- ✓ **Attestations/certificats** de compétences adéquates, **en cours de validité**, des opérateurs de chantier, encadrement technique, encadrement de chantier ou encadrement mixte, **du personnel amené à intervenir en sous-section 4**,
- ✓ Pour chaque membre du groupement, une **déclaration sur l'honneur** (annexe 3 de l'acte d'engagement) justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et des articles L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la commande publique.

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc. sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Article 4.03 Présentation de candidature sous forme de DUME

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

En toute hypothèse, l'aptitude et les capacités requises feront l'objet de la remise de justificatifs au pouvoir adjudicateur par le soumissionnaire, qu'il participe à titre individuel ou sous forme de groupement, et qu'il ait recours aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités ou non.

Article V. Modalités d'admission des offres

Article 5.01 Présentation des offres

Chaque soumissionnaire aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- ✓ Acte d'engagement ainsi que les annexes adéquates complétées (en cas de réponse pour plusieurs lots, le candidat établira un acte d'engagement par lot accompagné des annexes correspondantes)
- ✓ Un Bordereau de Prix Unitaire (BPU) au format xls **et** au format pdf,
- ✓ Un mémoire technique structuré selon les critères d'analyse des offres (*article 7.02 (1) du présent Règlement de Consultation – Critère n°2 = Valeur technique*)

*L'absence de ce mémoire technique **rendra l'offre du candidat incomplète : elle ne sera pas étudiée.***

La signature de chacune des pièces constitutives de l'offre est possible dès le dépôt du pli, mais n'est pas obligatoire. Seul l'attributaire sera tenu de les signer.

N.B. : Par la seule remise d'un pli, le soumissionnaire confirme son intention de candidater et s'engage à signer l'acte d'engagement ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de consultation. En outre, il s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle remise. En cas de refus de signature, l'attributaire s'expose à voir sa responsabilité engagée par le pouvoir adjudicateur.

Article 5.02 Sous-traitance

L'offre doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Ceux-ci devront compléter l'annexe de l'acte d'engagement à leur destination (annexe 2).

L'offre doit également indiquer les prestations sous-traitées (et leur montant), ainsi que la dénomination des sous-traitants qui les exécuteront à la place du titulaire.

Par ailleurs, conformément à l'article L.2193-3 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut exiger que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

Article VI. Modalités de remise des plis

Article 6.01 Adresse de remise des plis

Il est attendu une réponse par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation sur la page de réponse au présent marché public :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

(N° de référence de la présente procédure figurant en page de garde du présent document)

Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

(1) Contraintes informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur sera réputé n'avoir jamais été reçu.

Par ailleurs, afin de limiter la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser que les formats de fichier suivants, seuls acceptés par le pouvoir adjudicateur : « .doc » ou « .docx » ; « .xls » ; « .ppt » ; « .pdf ».

Le fichier contenant tous les documents listés au présent règlement doit être compressé au format « .zip ».

(2) Dispositions relatives à la signature électronique

Lorsque le candidat souhaite signer les documents qu'il envoie, ce qui n'est pas obligatoire au stade de l'offre, les fichiers transmis par voie électronique seront signés par le candidat dans les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Toutefois, conformément à l'article 10 dudit arrêté, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature doit respecter le niveau de sécurité autorisé par la plate-forme de dématérialisation.

Le certificat de signature électronique utilisé est sous l'un des formats suivants : XAdES, CAdES ou PAdES.

Le soumissionnaire doit impérativement mentionner le type de certificat utilisé et le moyen ou la méthode à utiliser pour le vérifier. Le certificat électronique doit permettre au pouvoir adjudicateur d'identifier instantanément l'identité de la personne (physique ou morale) pour laquelle il est délivré.

Il est de la responsabilité du candidat de se procurer un certificat électronique afin de signer électroniquement sa candidature et son offre.

ATTENTION : Le pouvoir adjudicateur attire l'attention sur le fait que l'acquisition d'un certificat électronique permettant la signature électronique des fichiers selon les dispositions réglementaires peut prendre plusieurs jours voire plusieurs semaines.

En cas de groupement, les documents seront signés de manière individuelle par chaque membre du groupement, afin que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres.

Les documents doivent être signés individuellement électroniquement, la signature d'un dossier « .zip » n'ayant pas valeur réglementaire. La signature électronique ayant même valeur que la signature manuscrite, chaque document doit être signé électroniquement comme il aurait été signé manuellement. Le non-respect de cette règle entraîne l'irrégularité de l'offre et donc son élimination.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

(3) Copie de sauvegarde

Parallèlement à la transmission dématérialisée de leur pli, les candidats disposent de la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde. Celle-ci sera transmise, conservée et ouverte dans le strict respect des dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Copie de sauvegarde – Ne pas ouvrir » (ainsi que les références du marché) et parvenir dans les délais impartis.

La copie de sauvegarde devra être adressée à l'adresse suivante : NANTES UNIVERSITE / Direction des Achats / 1, quai de Tourville BP 13522 / 44035 NANTES CEDEX 1.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte et ne remplacera le pli principal que dans l'un des cas suivants :

- ✓ La candidature ou l'offre transmise par voie électronique est infectée par un programme informatique malveillant.

- ✓ La candidature ou l'offre transmise par voie électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencée avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Article 6.02 **Délais de la consultation**

Les candidats transmettent leur pli impérativement avant la date et heure limites indiquées au présent règlement de la consultation, où ayant fait l'objet d'un avis rectificatif. A défaut, le pli ne sera pas ouvert et sera rejeté.

En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis. Ce dernier pli devra donc être composé de l'ensemble des éléments exigés du soumissionnaire.

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

Le MARDI 10 MARS 2026 AVANT 13H00

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que le dépôt des offres dématérialisées sur la plateforme doit s'anticiper, cette opération pouvant prendre du temps selon le poids des fichiers et du débit de l'accès à Internet.

Il est rappelé aux soumissionnaires que le pli est réputé accepté lorsque le téléchargement sur la plate-forme est terminé dans le délai de remise des offres, et qu'il est réputé non recevable lorsque la fin du téléchargement dépasse ce délai.

Article VII. Jugement des propositions

Article 7.01 **Examen des candidatures**

Les candidats dont les garanties professionnelles, techniques et financières sont insuffisantes seront éliminés.

Tout candidat faisant l'objet d'une exclusion au sens des articles L.2141-1 à L.2141-5 et des articles L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la commande publique sera éliminé.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques ou des capacités d'un candidat individuel avec ses sous-traitants est globale.

Article 7.02 **Examen des offres**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leurs offres dans un délai maximum de 3-4 jours calendaires maximum, sous réserve qu'elles ne soient ni inappropriées ni anormalement basses, conformément à l'article R.2152-2 du Code de la commande publique.

Si une offre paraît anormalement basse, le pouvoir adjudicateur fera application des dispositions des articles L.2152-5, L.2152-6, L.2193-8, L.2193-9 et R.2152-3 à R.2152-5 du Code de la commande publique.

(1) Critères d'attribution

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous et notés sur 100 :

Critère n°1 : Prix (40/100)

Aucun DQE ouvert n'est fourni aux candidats. Toutefois, des DQE cachés seront établis par le pouvoir adjudicateur et serviront à l'analyse du prix hors taxes des prestations pour permettre la comparaison des offres entre elles. Seul le bordereau des prix unitaires (BPU) annexe n°3 à l'acte d'engagement à valeur contractuelle et scelle l'engagement du candidat.

Le candidat proposant le meilleur prix HT obtient la note maximale.

La notation, pour les autres propositions, s'effectuera ensuite selon la formule ci-après :

$\text{Note} = (\text{prix du candidat le moins disant} / \text{prix du candidat}) \times 40$

Le nombre de points sera arrondi à 2 décimales et traité de la façon suivante :

- ✓ De 0,000 à 0,004 : arrondi au centième inférieur.
Exemple : pour un résultat de 8,252, la note sera fixée à 8,25.
- ✓ De 0,005 à 0,009 : arrondi au centième supérieur.
Exemple : pour un résultat de 8,255, la note sera fixée à 8,26.

Critère n°2 : Valeur technique (60/100)

L'appréciation de ce critère sera fondée sur :

- ✓ Les moyens humains dédiés spécifiquement aux interventions et au suivi administratif de l'accord-cadre - **15 points**
nombre et qualification du personnel d'exécution et encadrement, notamment pour les interventions en milieu amianté, avec identification du futur responsable technique privilégié de Nantes Université
- ✓ Les moyens affectés à l'exécution de l'accord-cadre pour assurer la qualité technique des prestations - **10 points**
matériaux, certifications, organisation, etc.
- ✓ La qualité et environnementale des prestations - **10 points**
matériaux, certifications, organisation, gestion des déchets, gestion des nuisances, etc.
- ✓ L'organisation mise en place par le candidat pour traiter les demandes selon les priorités fixées par le maître d'ouvrage - **10 points**
prise en charge des demandes, planification des travaux, suivi facturation, SAV, organisation en cas de pic de commandes
- ✓ L'organisation des interventions en milieu amianté (sous-section IV), avec descriptif du mode opératoire des interventions - **15 points**
équipements de protection individuelle et collective, gestion des déchets, etc.

(2) Cohérence de l'offre

En cas de discordance dans une offre, l'indication en lettres, hors TVA, figurant à l'article « Prix » de l'acte prévaudra sur toutes les autres indications.

Lors de l'analyse des offres, pour toutes anomalies, erreurs ou omissions internes à la décomposition du prix global forfaitaire entraînant une augmentation ou une diminution de plus de 20 euros, l'entreprise sera interrogée. En l'absence de réponse ou en cas de refus, l'offre sera éliminée comme non cohérente.

Des précisions pourront également être demandées au candidat lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée.

(3) Négociation

Le pouvoir adjudicateur prévoit de négocier. Cependant, conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique, il se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales soit sans négociation.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur décide de négocier, il le fait, après une première analyse des offres, avec les 3 candidats dont les offres sont les mieux classées.

Ceux-ci sont alors avertis via la plateforme de dématérialisation ou par un mail envoyé par le pouvoir adjudicateur, qui fixe les modalités de la négociation, et notamment son contenu et sa date limite.

La négociation aura pour objectif d'optimiser les offres sélectionnées tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier.

Article VIII. Attribution du marché

Article 8.01 Pièces à produire par le(s) soumissionnaire(s) au(x)quel(s) il est envisagé d'attribuer le marché

Plateforme e-Attestations.com

Pour le dépôt de ces pièces justificatives énumérées ci-dessus, Nantes Université de met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne : e-Attestations.com

Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé.

L'utilisation de cette plateforme est impérative

Les entreprises attributaires de marchés doivent déposer – gratuitement – sur la plateforme, les documents suivants :

- Tous les 6 mois :

- Attestation sociale « vigilance » à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de services, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-Attestations tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.

- Annuellement :

- Attestation annuelle de régularité fiscale,
- Attestation d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle.

<https://www.e-attestations.com>

A l'issue de l'étude des offres et conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire dans un délai de cinq (5) jours francs à compter de la réception de la demande :

- ✓ à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat) permettant de justifier ne pas être dans un des cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique ; s'il fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet prouvant qu'il est autorisé à poursuivre son activité au-delà de la durée du marché.
- ✓ Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
- ✓ Les attestations d'assurance conforme aux exigences du CCAP en cours de validité.
- ✓ Un RIB original (celui déclaré dans l'Acte d'Engagement) comportant le numéro IBAN.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise ces pièces.

A défaut de production dans le délai imparti, le marché sera attribué à au candidat suivant dans le classement des offres, dans les mêmes conditions.

Article 8.02 Signature du marché

Une fois les pièces remises, l'acte d'engagement est signé par la personne dûment habilitée, s'il ne l'était pas initialement.

Dans le cadre de la dématérialisation des marchés publics et dans un souci d'efficacité et de simplification, Nantes Université invite les attributaires à signer électroniquement leur acte d'engagement.

Si vous ne disposez pas encore d'un certificat de signature électronique valable, Nantes Université recommande fortement d'en faire l'acquisition. Ce certificat doit être conforme à la réglementation en vigueur (Voir Article 7.01 du présent règlement de consultation), et détenu par la personne habilitée à engager la société.

Vous avez néanmoins la possibilité d'adresser vos documents revêtus d'une signature manuscrite originale, par courrier, à l'adresse suivante :

Nantes Université
Direction des Achats
1 Quai de Tourville
BP 13522
44035 NANTES Cedex 1

En cas de groupement, l'acte d'engagement sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Article IX. Recours et litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Article 9.01 Organe chargé des procédures de médiation

Pour saisir le Médiateur des entreprises : www.mediateur-des-entreprises.fr

Pour saisir le Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

DREETS (Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) des Pays de la Loire

Immeuble Skyline, 22 mail Pablo Picasso – BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1

☎ 06.60.48.98.89

Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr

Article 9.02 Introduction du recours (notamment)

- Référé précontractuel : L551-1 et suivants du code de justice administrative.
- Référé contractuel : L551-13 et suivants du code de justice administrative.

Article 9.03 Instance chargée des procédures de recours

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif de Nantes, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nantes

6 allée de l'Île Gloriette -BP 24111 - 44041 Nantes Cedex

☎ 02 40 99 46 00

Télécopie : 02 40 99 46 58

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr